

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 juin 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 juin 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Lors de la séance privée du Conseil de sécurité tenue le 31 mai 2002 en vue de récapituler les travaux du Conseil, de nombreux participants ont répondu positivement à la proposition de Singapour, qui assurait la présidence du Conseil pour le mois de mai, de préparer sous sa responsabilité un résumé des principaux points soulevés lors de la séance.

On trouvera ci-joint le résumé (voir annexe). Son but est de recenser les domaines traités et les mesures de suivi proposées. Loin d'être exhaustif, il s'agit d'un document de travail qui vise à faciliter la tâche du Conseil de sécurité sur les questions de procédure comme sur les questions de fond.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la présente lettre et son annexe à l'attention des membres du Conseil et de les faire distribuer comme document du Conseil.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Christine Lee



**Annexe à la lettre datée du 6 juin 2002, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Séance privée du Conseil de sécurité tenue le 31 mai 2002
pour récapituler les travaux du Conseil en mai 2002**

Résumé des mesures de suivi

Principales observations sur les travaux du Conseil de sécurité

- Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures plus strictes pour donner suite à ses propres résolutions. Il ne peut pas appliquer uniquement certaines résolutions. On pourrait envisager de dresser un catalogue des résolutions non appliquées auxquelles il convient de donner suite.
- L'ordre du jour du Conseil comporte des lacunes inexplicables compte tenu de la gravité de la situation sur le terrain et de l'impact potentiel du conflit. Le Conseil doit s'acquitter de ses obligations en vertu de la Charte, notamment concernant la prévention des conflits.
- C'est quand il est uni que le Conseil est le plus efficace. Qu'elle soit exercée par le Secrétaire général, par un pays chef de file ou par les représentants des Nations Unies sur le terrain, la fonction de direction est essentielle. Les déclarations du Conseil doivent s'accompagner de missions diplomatiques sur le terrain. Le Conseil doit travailler avec les autres parties intéressées pour trouver des terrains d'entente communs. Il doit agir rapidement et de façon décisive, en tirant parti de toute l'aide qu'il peut mobiliser. À cet égard, il devrait renforcer les relations qu'il entretient avec les organisations régionales compétentes et les autres institutions des Nations Unies, ce qui est l'essence même d'une approche multilatérale. Les Présidents du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale et le Secrétaire général pourraient se réunir tous les trimestres pour débattre de questions d'actualité précises.
- Pour réussir, le Conseil doit être déterminé à poursuivre son action jusqu'à ce que le risque de reprise des hostilités ait disparu. Pour que s'instaure une paix durable, il devrait adopter une approche plus globale et prendre en compte les dimensions politiques, socioéconomiques et humanitaires dans toutes ses activités de prévention des conflits, de maintien de la paix et de consolidation de la paix après un conflit.
- Le programme de travail du Conseil est beaucoup trop chargé. Le Conseil devrait préciser ses orientations stratégiques. Quant au Secrétariat, il devrait renforcer ses capacités analytiques et stratégiques conformément aux recommandations du rapport Brahimi (A/55/305-S/2000/809) afin de pouvoir véritablement appuyer le Conseil.

Méthodes de travail et procédures

- Le Conseil devrait être plus transparent. Il devrait notamment tenir davantage de séances publiques et tirer un meilleur parti des consultations officieuses

menées à huis clos. Les membres ne devraient ni craindre d'exprimer leurs divergences d'opinion ni faire taire les opinions dissidentes.

- Un large consensus s'est dégagé en faveur d'un style de débat interactif au sein du Conseil, notamment en autorisant les non-membres à prendre la parole avant les membres, en donnant alternativement la parole aux membres et aux non-membres, en imposant des temps de parole stricts et en écourtant les messages de félicitations. Les déclarations devraient porter exclusivement sur les sujets examinés.
- Le Conseil devrait tenir un plus grand nombre de séances publiques d'orientation de manière à ce que ses décisions soient prises en tenant compte de l'avis des non-membres. Les séances publiques de sensibilisation, comme celle sur le Groupe de travail spécial sur l'Afrique, devraient être rééditées pour les autres groupes de travail.
- Les documents d'information pour les séances sont utiles et devraient être établis préalablement, quand c'est possible. Les non-membres du Conseil devraient être dûment avertis de la tenue des séances publiques, y compris par l'annonce une semaine à l'avance dans le *Journal des Nations Unies* de l'intention du Conseil de tenir un débat public. Le système des messages de notification d'urgence devrait être amélioré ou actualisé pour dûment informer les non-membres de la tenue de séances urgentes et imprévues.
- L'application des dispositions des Articles 31 et 32 de la Charte des Nations Unies à toutes les séances du Conseil, y compris les consultations officieuses plénières a suscité un certain intérêt. Elle permettrait au représentant d'un pays de participer aux séances du Conseil consacrées à l'examen de rapports sur la situation dans son pays.
- Les séances d'information organisées à l'intention des non-membres suite à la tenue de consultations officieuses plénières devraient être institutionnalisées, actualisées et régulières. On pourrait par exemple nommer un porte-parole du Conseil.
- Des informations sur les travaux du Conseil pourraient être diffusées sur l'Internet, par exemple sur le site Web de la présidence de Singapour (<www.mfa.gov.sg/unsc/presidency02>). Le Secrétariat devrait envisager d'apporter son aide aux membres du Conseil qui n'ont ni les ressources ni le personnel nécessaires pour exploiter un site Web.

Séances récapitulatives

- Les séances récapitulatives ont pour objectif de formuler des propositions concrètes en vue de faciliter les travaux du Conseil. La proposition visant à institutionnaliser les séances récapitulatives régulières auxquelles participent les non-membres a rencontré une large adhésion.

Missions du Conseil de sécurité

- Les missions du Conseil sont utiles et jouent un rôle important. Le Conseil devrait toutefois fixer des mandats clairs à ses futures missions et élaborer des critères de transparence et d'objectivité, y compris le nombre de participants,

la composition et les coûts. L'analyse coût-efficacité pourrait figurer dans le rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale.

- Une coordination quotidienne doit être assurée avec les membres du Conseil qui se rendent en mission de manière à ce qu'ils soient tenus au courant des derniers événements et puissent présenter un front uni. Ces missions devraient compter sur le concours entier des représentants spéciaux du Secrétaire général pour les situations de conflit.

Situation au Moyen-Orient, y compris la question de la Palestine

- On s'est accordé à déplorer que le Conseil de sécurité ne puisse s'assurer de l'application de ses propres résolutions, notamment la résolution 1405 (2002) qui accueillait favorablement l'initiative prise par le Secrétaire général d'envoyer une équipe d'établissement des faits dans le camp de réfugiés de Djénine. Plusieurs intervenants ont regretté que le Conseil ait perdu l'initiative au profit de l'Assemblée générale.
- Le Conseil devrait redoubler d'efforts pour s'acquitter de ses responsabilités en la matière, y compris la réalisation de la vision de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Timor oriental

- Le règlement de la question du Timor oriental est l'un des grands succès du Conseil de sécurité. Parmi les raisons de ce succès, l'action rapide et décisive du Conseil, un mandat clair et vigoureux et un partenariat étroit avec tous ceux qui pouvaient l'aider. Il était aussi important que le Conseil ne se retire pas trop tôt au risque de voir les hostilités reprendre.

Groupe de travail spécial sur l'Afrique

- Le débat public sur le Groupe de travail spécial a mis en relief les questions africaines et permis de formuler des recommandations utiles qui sont récapitulées dans le résumé publié sous forme de note du Président. Un suivi devrait leur être donné sans tarder et dans des délais précis.
- Le Groupe de travail spécial sur l'Afrique peut devenir un modèle de cadre institutionnalisé de coopération entre le Conseil, les autres organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales.

Région des Grands Lacs

- La mission du Conseil dans la région des Grands Lacs a permis de faire avancer le processus de paix. Il convient cependant de donner suite aux recommandations émises par la mission.

Sierra Leone

- On s'est accordé à reconnaître le bon déroulement des élections mais le Conseil doit continuer à surveiller de près la situation en Sierra Leone. Il devrait également envisager une stratégie de retrait bien arrêtée, en s'inspirant par exemple de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO).

Libéria

- La situation au Libéria et ses répercussions dans la région du fleuve Mano restent préoccupantes. À cet égard, la création du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest ainsi que la poursuite du dialogue entre les pays de l'Union du fleuve Mano en vue de consolider les mesures de renforcement de la confiance devraient avoir un effet positif. Il est nécessaire de veiller à la pleine application de la résolution 1408 (2002) du Conseil.
-